

40° le § 6 est complété par la disposition suivante :

« 19° Pour les prestations prévues au 1°, le remboursement est octroyé au bénéficiaire à la condition que les appareils ne soient jamais vendus à des tiers. Au cas où le motif d'utilisation cesse d'exister au cours des deux années qui suivent la fourniture, l'organisme assureur en est informé et l'appareil est tenu à sa disposition. Il peut le reprendre et l'affecter à son propre service de prêt ou en faire don. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er juillet 1983.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté,

Donné à Bruxelles, le 23 septembre 1983.

**BAUDOIN**

Par le Roi :  
Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

F. 83 — 1633

Arrêté royal n° 214 modifiant la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande et la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité

**RAPPORT AU ROI**

Sire,

L'arrêté royal soumis à Votre signature vise à exécuter l'article 1er, 2°, de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi; cette disposition donne compétence au Roi pour prendre toutes mesures utiles en vue d'assurer l'équilibre financier de l'ensemble des régimes de la sécurité sociale.

Afin de réaliser l'équilibre financier des différents régimes de sécurité sociale pour 1984, un ensemble de mesures sont prises dont l'objectif est, d'une part, de réduire les dépenses de sécurité sociale et, d'autre part, de garantir les revenus.

Les mesures contenues dans le présent arrêté ont pour but principal de sauvegarder les recettes de la sécurité sociale; elles ont un caractère permanent.

D'abord, le présent arrêté majore de 0,75 p.c. la cotisation que les travailleurs fonctionnaires et pensionnés dont la pension excède un certain plafond versent au régime des soins de santé. Une même majoration affecte la cotisation des indépendants. Cette hausse de cotisation, conjuguée à un ensemble de mesures d'économies dans le secteur des soins de santé à concurrence de 10,8 milliards, doit permettre de rétablir l'équilibre financier dans ce secteur.

Ensuite, dans le cadre de la solidarité entre actifs et inactifs, la cotisation des travailleurs pour le régime des pensions est majorée de 0,50 p.c.

Initialement, il était prévu d'affecter ces 0,50 p.c. au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale mais après la concertation sociale, le Gouvernement a estimé qu'il est préférable que les différentes catégories de la population fassent chacune un effort pour leur propre régime de pensions.

Le produit des cotisations de sécurité sociale ne se réalisant qu'au cours du trimestre qui suit celui pour lequel les cotisations sont perçues, il est nécessaire que les cotisations précédentes entrent en vigueur dès le 1er octobre 1983.

40° de § 6 wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« 19° Voor de onder 1° vermelde verstrekkingen wordt de vergoeding toegekend aan de rechthebbende op voorwaarde dat de toestellen nooit aan een derde worden verkocht. Ingeval de reden van het gebruik ophoudt te bestaan tijdens de twee jaar na de levering, wordt de verzekeringsinstelling daarover ingelicht en wordt het toestel te harer beschikking gehouden. Zij mag het terugnemen en aan haar eigen uitleendienst toewijzen of het weggeven. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1983.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gageven te Brussel, 23 september 1983.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

N. 83 — 1635

Koninklijk besluit nr. 214 tot wijziging van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden, van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeeleden ter koopvaardij en van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering

**VERSLAG AAN DE KONING**

Sire,

Het koninklijk besluit dat U ter ondertekening wordt voorgedragen, beoogt uitvoering te geven aan artikel 1, 2°, van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning; deze bepaling verleent aan de Koning de bevoegdheid alle nuttige maatregelen te treffen teneinde het financieel herstel van het geheel van stelsels van de sociale zekerheid te verzekeren.

Om het financieel evenwicht van de verschillende stelsels van de sociale zekerheid voor 1984 te realiseren wordt een geheel van maatregelen genomen die ertoe strekken, enerzijds de uitgaven van sociale zekerheid te verminderen, en anderzijds haar inkomsten veilig stellen.

De maatregelen die in dit besluit zijn opgenomen beogen voorname de beveiliging van de inkomsten voor de sociale zekerheid, en hebben een bestendig karakter.

In de eerste plaats wordt in dit besluit de persoonlijke bijdrage van de werknemers, van de ambtenaren en van de gepensioneerden waarvan het pensioen een bepaalde grens overstijgt, voor het stelsel van de geneeskundige verzorging met 0,75 pct. ongetrokken. Eenzelfde verhoging wordt doorgevoerd op de bijdrage van de zelfstandigen. Deze bijdrageverhoging moet, samen met een geheel van besparingsmaatregelen in de geneeskundige verzorging, ten belope van 10,8 miljard, het evenwicht in bedoelde sector realiseren.

In de tweede plaats wordt, in het kader van de solidariteit tussen de actieven en de inactieven, de persoonlijke bijdrage van de werknemers voor het pensioenstelsel verhoogd met 0,50 pct.

Oorspronkelijk was het de bedoeling deze 0,50 pct. toe te wijzen aan het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid, doch na het sociaal overleg heeft de Regering geoordeeld dat het wenselijker is dat de verschillende bevolkingscategorieën elk een eigen inspanning leveren voor hun pensioenstelsel.

Gelet op het feit dat de opbrengst van de bijdragen voor sociale zekerheid pas gerealiseerd wordt in het kwartaal volgend op datgene waarop de bijdragen worden geheven, is het noodzakelijk de hierboven beschreven bijdragen vanaf 1 oktober 1983 in werking te laten treden.

Par ailleurs, le présent arrêté institutionnalise le Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale.

Ce Fonds auquel sont déjà attribués certains revenus spécifiques tels que le produit de la retenue forfaitaire sur les allocations familiales et la retenue parallèle sur le salaire des isolés et des familles sans enfants, ainsi que le produit de la cotisation sur le double pécule de vacances, se voit à présent officialisé au sein de l'O.N.S.S. et ce, selon le modèle du Fonds d'équipements et services collectifs, institué auprès de l'Office national d'allocations familiales des travailleurs salariés; ceci a pour conséquence que ce Fonds tombe sous le contrôle de la gestion paritaire. L'objectif du Fonds est de contribuer à l'équilibre financier des différents régimes de sécurité sociale, uniquement au moyen des revenus qui lui sont attribués.

En outre, l'O.N.S.S. est autorisé à contracter des emprunts, mais seulement au profit du Fonds et dans les limites des missions et moyens de celui-ci. Les intérêts et charges d'amortissement de tels emprunts, auxquels la garantie de l'Etat est liée, sont également supportés par ledit Fonds.

Ces emprunts sont régis par les dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

C'est le Roi qui, après avis du Comité de gestion de l'O.N.S.S., répartit les moyens financiers du Fonds entre les différents régimes, suivant leurs besoins.

Enfin, le présent arrêté instaure une cotisation patronale et salariale sur les avantages de vacances n'intervenant pas dans le salaire sur lequel des cotisations de sécurité sociale sont perçues, à savoir le double pécule de vacances pour trois semaines de vacances et le montant du double pécule de vacances pour les deux jours de la quatrième semaine de vacances.

La cotisation du travailleur sur le double pécule de vacances, égale au total des cotisations de sécurité sociale des travailleurs sur leur salaire, est calculée selon la même technique que celle appliquée par les dispositions des arrêtés royaux n° 23 et 158 fixant une retenue sur la partie du pécule de vacances des travailleurs.

Toutefois, la même technique ne peut être appliquée à la cotisation patronale, étant donné que le patron ne dispose pas du pécule de vacances des travailleurs. En effet, le pécule de vacances des travailleurs est constitué par le biais d'une cotisation patronale de vacances annuelles auprès des caisses de vacances qui, cependant, peuvent retenir une cotisation salariale mais non patronale.

Pour permettre la perception de la cotisation patronale sur le double pécule de vacances, il est appliqué une technique par laquelle la cotisation patronale, calculée sur un double pécule de vacances forfaitaire, est répartie comme une cotisation sur le salaire.

Le double pécule de vacances est égal à 6 p.c. du salaire. Les deux jours de la quatrième semaine de vacances représentent 0,66 p.c. La cotisation patronale de 24,04 p.c. sur ce montant correspond à une cotisation patronale de 1,6 p.c. sur le salaire ( $6,66 \text{ p.c.} \times 24,04 \text{ p.c.} = 1,6 \text{ p.c.}$ ). La cotisation patronale sur le double pécule de vacances (y compris les deux jours de la quatrième semaine de vacances) est donc transformée en cotisation de 1,6 p.c. sur le salaire.

Cette technique n'est pas nouvelle. Une technique similaire est en effet appliquée en vue d'intégrer le simple pécule de vacances dans le salaire des ouvriers pour le calcul des cotisations de sécurité sociale. A cette fin, le salaire est multiplié par 108 p.c.

Afin de tendre vers une uniformisation pour ce qui est des ouvriers et des employés, la même technique est appliquée à la cotisation patronale pour les employés.

Cependant, les employeurs occupant moins de 10 travailleurs sont dispensés de cette cotisation.

Il a été tenu compte de l'avis du Conseil d'Etat.

#### Commentaire des articles

L'article 1er modifie l'article 38 de la loi portant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Le point 2° majore de 0,75 p.c. la cotisation des travailleurs aux soins de santé, tant pour le régime général que pour le secteur public.

Vervolgens wordt in dit besluit het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid geïnstitutionaliseerd.

Bedoeld Fonds aan hetwelk tot nog toe een aantal specifieke inkomsten zoals de opbrengst van de forfaitaire inhouding op de kinderbijslagen en de parallelle inhouding op het loon van alleenstaanden en gezinnen zonder kinderen, alsmede de opbrengst van de bijdrage op het dubbel vakantiegeld werd toegewezen, krijgt nu een officieel karakter in de schoot van de Rijksdienst voor sociale zekerheid, en dit naar het model van het Fonds voor collectieve uitrustingen en diensten, opgericht bij de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers; dit heeft mede tot gevolg dat dit Fonds onder toezicht van het paritair-beheer valt. Het Fonds heeft tot doel uitsluitend door middel van de hem toegewezen inkomsten bij te dragen tot het financieel evenwicht van de verschillende regelingen van de sociale zekerheid.

Bovendien wordt aan de R.S.Z. de machtiging gegeven leningen aan te gaan doch enkel ten behoeve van het Fonds en binnen de perken van de opdracht en de middelen van het Fonds. De interesten en de de'gingen van zulke leningen, waaraan de Staatswaarborg wordt verbonden, vallen eveneens ten laste van bedoeld Fonds.

Op die leningen zijn de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut toepasselijk.

Het is de Koning die, na advies van het beheerscomité van de R.S.Z., de financiële middelen van het Fonds verdeelt over de onderscheidende regelingen in functie van hun behoeften.

Tenslotte wordt in dit besluit een werkgevers- en werknemersbijdrage ingevoerd op de vakantievoordelen welke geen deel uitmaken van het loon waarop sociale zekerheidsbijdragen wordt geheven, met name het dubbel vakantiegeld voor drie vakantie- weken en het bedrag van het dubbel vakantiegeld voor de twee dagen van de vierde vakantie-week.

Voor de werknemersbijdrage op het dubbel vakantiegeld, welke gelijk is aan het totaal van de sociale zekerheidsbijdragen van de werknemers op het loon, wordt dezelfde techniek gebruikt als deze toegepast ingevolge koninklijk besluit nr. 23 en koninklijk besluit nr. 158 tot instelling van een inhouding op een gedeelte van het vakantiegeld voor de werknemers.

Wat de werkgeversbijdrage betreft kan echter dezelfde techniek niet worden toegepast omdat de werkgever over het vakantiegeld voor de arbeiders niet beschikt. Het vakantiegeld van de arbeiders wordt immers via een patronale bijdrage voor jaarlijkse vakantie bij de vakantiekassen gevestigd. Deze vakantiekassen kunnen hierop wel een werknemersbijdrage inhouden, doch geen werkgeversbijdrage.

Om de werkgeversbijdrage op het dubbel vakantiegeld inbaar te maken wordt een techniek toegepast waarbij de patronale bijdrage, berekend op een forfaitair dubbel vakantiegeld, omgeslagen wordt als een bijdrage op het loon. Het dubbel vakantiegeld is gelijk aan 6 pct. van het loon. De twee dagen van de vierde vakantie-week vertegenwoordigen 0,66 pct. De werkgeversbijdrage van 24,04 pct. hierop komt overeen met een werkgeversbijdrage van 1,6 pct. op het loon ( $6,66 \text{ pct.} \times 24,04 \text{ pct.} = 1,6 \text{ pct.}$ ). De patronale bijdrage op het dubbel vakantiegeld (inbegrepen de twee dagen van de vierde vakantie-week) wordt dus omgeslagen als 1,6 pct. bijdrage op het loon.

Deze techniek is niet nieuw. Een gelijkaardige techniek wordt immers toegepast om, ten aanzien van de arbeiders, het enkel vakantiegeld in het loon te integreren voor de berekening van de sociale zekerheidsbijdragen. Het loon wordt daartoe vermenigvuldigd met 108 pct.

Ten einde eenvormigheid na te streven wat arbeiders en bedienden betreft, wordt voor de patronale bijdrage voor de bedienden dezelfde techniek toegepast.

De werkgevers welke echter minder dan 10 werknemers tewerk stellen, worden van deze patronale bijdrage vrijgesteld.

Er werd rekening gehouden met het advies van de Raad van State.

#### Commentaar bij de artikelen

Artikel 1 wijzigt art. 38 van de wet houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

Het 2° verhoogt de werknemersbijdrage voor gezondheidszorgen met 0,75 pct. en dit voor de algemene regeling en de openbare sector.

Le point 1<sup>o</sup> prévoit, pour le régime général et le secteur public, l'instauration de la cotisation de solidarité de 0,50 p.c. sur le salaire.

Le point 3<sup>o</sup> prévoit la cotisation patronale sur le double pécule de vacances, sous la forme d'une cotisation patronale de 1,6 p.c. sur le salaire.

Sont dispensés de cette cotisation, les employeurs qui occupaient moins de 10 travailleurs au 30 juin de l'année précédente.

Un arrêté royal ultérieur précisera ces points spécifiques.

L'article 2 prévoit la cotisation des travailleurs sur le double pécule de vacances, de la même manière que l'a fait l'arrêté royal n° 158 fixant une retenue sur une partie du pécule de vacances des travailleurs.

L'article 3 insère un article 39bis à la loi; cet article envisage d'instituer le Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale.

L'article 4 réglemente les cotisations prévues à l'article 1er pour le régime des ouvriers mineurs.

L'article 5 réglemente les cotisations visées à l'article 1er pour le régime des marins de la marine marchande.

L'article 6 prévoit de majorer la cotisation de 0,75 p.c. pour le secteur des soins de santé, dans le chef des pensionnés dont le montant total de la pension dépasse un certain plafond.

L'article 7 prévoit la suppression de l'arrêté royal n° 158 du 30 décembre 1982, à partir du 1er janvier 1984. En effet, dès cette date, les dispositions de l'article 39 remplaceront celles de l'arrêté royal n° 158.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. DEHAENE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(1er avis)

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Premier Ministre, le 13 septembre 1983, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours sur un projet d'arrêté royal n° 214 « modifiant la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, et la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité », a donné le 14 septembre 1983 l'avis suivant :

1. Le projet d'arrêté royal qui est soumis pour avis au Conseil d'Etat et dont la portée est amplement commentée dans le rapport au Roi, emprunte son fondement légal à la disposition de l'article 1er, 2<sup>o</sup>, de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi qui définit la compétence spéciale conférée au Roi afin d'assurer l'équilibre financier de l'ensemble des régimes de sécurité sociale.

2. Dans l'alinéa 1er du préambule, il y a lieu d'écrire : « ... et 2, § 2 ».

3. Selon la disposition de l'article 1er, 3<sup>o</sup>, il est institué une cotisation patronale de 1,60 p.c. de la rémunération du travailleur, destinée au régime relatif à l'emploi et au chômage. Cette disposition stipule in fine que le Roi déterminera ce qu'il faut entendre en l'espèce par travailleurs. Selon le rapport au Roi,

Het 1<sup>o</sup> voorziet voor de algemene regeling en de openbare sector de invoering van de solidariteitsbijdrage van 0,50 pct. op het loon.

Het 3<sup>o</sup> voorziet de patronale bijdrage op het dubbel vakantiegeld, en dit onder de vorm van een werkgeversbijdrage van 1,6 pct. op het loon.

Van deze bijdrage zijn vrijgesteld de werkgevers die op 30 juni van het voorgaande jaar minder dan 10 werknemers te werk stelden.

Deze specifieke verduidelijkingen zullen in een koninklijk besluit worden vastgesteld.

Artikel 2 voorziet in de werknemersbijdrage op het dubbel vakantiegeld, en dit op dezelfde wijze als voorzien in het koninklijk besluit nr. 158 tot instelling van een inhouding op een gedeelte van het vakantiegeld van de werknemers.

Artikel 3 voegt een artikel 39bis in de wet in, waarbij de oprichting wordt voorzien van het Fonds voor de financieel evenwicht van de sociale zekerheid.

Artikel 4 regelt de bijdragen voorzien in artikel 1 voor het regime van de mijnwerkers.

Artikel 5 regelt de bijdragen voorzien in artikel 1 voor het regime voor de zeelieden.

Artikel 6 voorziet de bijdrageverhoging van 0,75 pct. voor de sector van de geneeskundige verzorging, in hoofde van de gepensioneerden wier totaal pensioenbedrag een bepaalde grens overschrijft.

Artikel 7 voorziet de afschaffing van het koninklijk besluit nr. 158 van 30 december 1982, en dit vanaf 1 januari 1984. Vanaf die datum komen immers de bepalingen van artikel 39 in de plaats van het koninklijk besluit nr. 158.

Ik heb de eer te zijn,

SIRE,

van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar.

De Minister van Sociale Zaken,  
J.-L. DEHAENE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

(1e advies)

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, de dertiende september 1983, door de Eerste Minister verzocht hem, binnen termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. 214 « tot wijziging van de wet van 29 juni 1981, houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermede gelijkgestelden, van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij en van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering », heeft de veertiende september 1983, het volgend advies gegeven :

1. Het voor advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit waarvan de draagwijde in het verslag aan de Koning omstandig is toegelicht, ontleent zijn rechtsgrond aan het bepaalde in artikel 1, 2<sup>o</sup>, van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, dat de bijzondere bevoegdheid van de Koning omschrijft met betrekking tot het verzekeren van het financieel evenwicht van het geheel van de stelsels van de sociale zekerheid.

2. In het eerste lid van de aanhef leze men « ... en 2, § 2 ».

3. Volgens het bepaalde in artikel 1, 3<sup>o</sup>, wordt een werkgeversbijdrage van 1,60 pct. van het loon van de werknemer ingevoerd bestemd voor de regeling inzake arbeidsvoorziening en werkloosheid. In fine van die bepaling is gesteld dat de Koning zal bepalen wat in dat geval onder werknemers dient te worden verstaan.

il s'agit de « travailleurs... qui sont liés par un contrat de travail, ainsi que les apprentis agrées et les travailleurs assujettis exclusivement au secteur des soins de santé ».

S'il est possible de définir les travailleurs visés avec autant de précision dans le rapport au Roi, cette définition devrait être reprise dans le texte même du projet, d'autant plus qu'elle conditionne également le champ d'application de la nouvelle réglementation alors que la compétence spéciale conférée au Roi pour établir cette réglementation est limitée dans le temps.

Il ressort également du rapport au Roi qu'un futur arrêté d'exécution indiquera selon quelles modalités le nombre de travailleurs sera calculé, afin de déterminer si l'employeur sera assujetté ou non. Cette compétence d'exécution ne ressort pas de la formule d'habilitation énoncée dans le projet.

Enfin, il est permis de signaler que la locution « apprentis agrées », utilisée dans le rapport au Roi, ne semble plus figurer en tant que telle dans la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés.

4. Dans la phrase introductive de l'article 1er, il y a lieu d'écrire : « A l'article 38 de la loi... » et « ... modifié par l'arrêté royal n° 96 du 28 septembre 1982... ».

5. L'article 2, qui reprend dans une nouvelle rédaction l'article 39 de la loi du 29 juin 1981 qui avait été abrogé antérieurement, a pour objet d'instaurer une retenue sur certains péécules de vacances. Selon le commentaire des articles, il s'agit dans le texte néerlandais d'une « werknemersbijdrage ». Le texte français parle à tort d'une « cotisation patronale ».

6. L'article 3, qui insère un article 39bis dans la loi du 29 juin 1981, a pour objet d'instituer un « Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale » auprès de l'Office national de sécurité sociale.

Le Fonds, qui n'a pas de personnalité juridique propre, figure déjà sous forme d'un fonds spécial au budget de la Prévoyance sociale. Ainsi que l'explique le rapport au Roi, le présent arrêté « institutionnalise » le Fonds dans le cadre de l'Office national de sécurité sociale.

La fixation des cotisations de sécurité sociale et leur affectation à un fonds spécial à des fins spécifiques sont des matières qui entrent manifestement dans la compétence spéciale prévue par l'article 1er, 2°, de la loi du 6 juillet 1983. Le projet va cependant plus loin. Comme le Fonds est institué auprès de l'Office national de sécurité sociale — et non pas « au sein du Fonds d'équipements et services collectifs, institué auprès de l'Office national d'allocations familiales des travailleurs salariés », ainsi que le mentionne erronément le texte français du rapport au Roi — et qu'il ressortit par conséquent au pouvoir de gestion de l'Office national de sécurité sociale, la mission légale de ce dernier se trouve élargie.

Il a été communiqué au Conseil d'Etat qu'en fait le Fonds existe déjà au sein de l'O.N.S.S. Les dispositions que le projet contient à cet égard concernent ainsi une question d'organisation qui, dans son aspect institutionnel, peut trouver, pour autant que de besoin, un fondement légal dans l'article 1er, 3°, b, de la loi du 6 juillet 1983, qui définit la compétence spéciale du Roi en ce qui concerne notamment les établissements publics. Il conviendra toutefois de compléter en ce sens la référence au fondement légal dans l'alinéa 1er du préambule.

7. A l'article 3, il convient d'écrire in fine du nouvel article 39bis, § 2 : « ... et à concurrence d'un montant dont il peut couvrir les intérêts et les charges par ses moyens propres ».

Dans le texte néerlandais du paragraphe 3, on remplacera le mot « modaliteiten » par le mot « regelen ».

8. La phrase liminaire de l'article 4 laisse un blanc manifestement destiné à accueillir la mention d'un arrêté modificatif qui doit encore intervenir. Il conviendra, à ce moment-là, de compléter le texte.

9. En ce qui concerne la disposition d'habilitation énoncée au 3° de l'article 4, il suffira de se reporter à l'observation formulée ci-dessus au point 3. Cette observation vaut également pour la disposition d'habilitation énoncée au 3° de l'article 5.

Volgens het verslag aan de Koning gaat het om « werknemers... verbonden door een arbeidsovereenkomst alsmede (om) de erkende leerlingen en de werknemers die uitsluitend aan de sector der geneeskundige verzorging onderworpen zijn ».

Indien het mogelijk is de bedoelde werknemers in het verslag aan de Koning zo nauwkeurig te omschrijven, ware die omschrijving beter op haar plaats in de tekst van het ontwerp zelf, temeer omdat die omschrijving medebepalend is voor het toepassingsgebied van de nieuwe regel, voor het vaststellen waarvan de bijzondere bevoegdheid van de Koning in de tijd is beperkt.

Uit hetzelfde verslag aan de Koning blijkt nog dat in een toekomstig uitvoeringsbesluit zal worden aangegeven hoe het aantal werknemers zal moeten worden berekend om uit te maken of de werkgever al dan niet bijdrageplichtig is. Die uitvoeringsbevoegdheid blijkt niet uit de in het ontwerp opgenomen machtigingsformule.

Tot slot mag erop gewezen worden dat de term « erkende leerling », welke gebruikt is in het verslag aan de Koning, niet meer als dusdanig lijkt voor te komen in de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door arbeiders in loondienst.

4. In de Franse tekst leze men in de inleidende zin van artikel 1 : « A l'article 38 de la loi... » en « ... modifié par l'arrêté royal n° 96 du 28 septembre 1982... ».

5. Artikel 2, dat het voorheen opgeheven artikel 39 van de wet van 29 juni 1981 in een nieuwe lezing opneemt, strekt tot het invoeren van een inhouding op bepaalde vakantiegelden. Volgens de bijzondere toelichting, Nederlandse tekst, betreft het een werknemersbijdrage. In de Franse tekst is er ten onrechte sprake van « une cotisation patronale ».

6. Artikel 3, dat in de wet van 29 juni 1981 een artikel 39bis invoegt, strekt tot de oprichting bij de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid van een « Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid ».

Het Fonds, dat geen eigen rechtspersoonlijkheid heeft, bestaat reeds als een speciaal fonds in de begroting van Sociale Voorzorg. Met dit ontwerp wordt het Fonds, zoals in het verslag aan de Koning is uiteengezet, « geïnstitutionaliseerd », en wel in de schoot van de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid.

Het vaststellen van sociale zekerheidsbijdragen en ze samenbrengen in een speciaal fonds met een bepaalde bestemming behoort kennelijk tot de bijzondere bevoegdheid welke in artikel 1, 2°, van de wet van 6 juli 1983 is vervat. Het ontwerp gaat evenwel verder. Doordat het Fonds opgericht wordt in de schoot van de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid niet « au sein du Fonds d'équipements et services collectifs, institué auprès de l'Office national d'allocations familiales des travailleurs salariés », zoals verkeerdelijk is gesteld in de Franse tekst van het verslag aan de Koning — en bijgevoegd onder de beheersbevoegdheid van de R.M.Z. komt, wordt dezès wettelijke opdracht vervuld.

Aan de Raad van State is medegedeeld dat het Fonds in feite al bij de R.M.Z. aanwezig is. De voorzieningen op dat punt van het ontwerp komen aldus neer op een zaak van organieke inrichting die in haar institutioneel aspect voor zoveel als nodig, rechtsgrond kan ontfangen aan het bepaalde in artikel 1, 3°, b, van de wet van 6 juli 1983, waarin de bijzondere bevoegdheid van de Koning met betrekking onder meer tot de openbare instellingen is omschreven. Wel zal de verwijzing naar de rechtsgrond in het eerste lid van de aanhef in die zin moeten worden aangevuld.

7. Onder artikel 3 leze men in fine van het nieuwe artikel 39bis, § 2, « ... aan te gaan tot een bedrag waarvan het Fonds met eigen middelen de interesten en lasten kan dragen. »

In § 3 vervange men het woord « modaliteiten » door « regelen ».

8. In artikel 4 wordt in de inleidende zin blijkbaar ruimte gelaten voor een nog vast te stellen wijzigend besluit. De tekst zal te gepasten tijde dienen te worden aangevuld.

9. Voor de machtigingsbepaling voorkomende onder 3° van artikel 4, mag het volstaan te verwijzen naar de opmerking die boven onder 3 is gemaakt. Dit geldt eveneens voor de machtigingsbepaling voorkomende onder 3° van artikel 5.

10. A l'article 8, il y a lieu d'écrire : « Les articles 1er, 1° et 2°, 4, 1°, 2° et 4°, 5... ».

La chambre était composée de :

MM. :

H. Coremans, conseiller d'Etat, président;  
Gh. Tacq; J. Nimmigeers, conseillers d'Etat;  
Mme S. Van Aelst, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. H. Coremans.

Le rapport a été présenté par M. J. Vermeire, auditeur.

Le greffier,  
S. Van Aelst.

Le président,  
H. Coremans.

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT (2e avis)

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 27 septembre 1983, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° 214 « modifiant la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande et la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité », a donné le 28 septembre 1983 l'avis suivant :

Le présent projet constitue une nouvelle version, modifiée et complétée, du texte au sujet duquel le Conseil d'Etat a donné l'avis n° L. 15.732/1/V du 14 septembre 1983. La bonne marche des choses exige que cet avis soit publié en même temps que le présent avis.

Le projet original avait pour objet :

— de majorer de 0,75 p.c. la cotisation que les travailleurs salariés, les fonctionnaires et les pensionnés versent à l'O.N.S.S. pour le régime des soins de santé;

— d'introduire à charge des travailleurs salariés et des fonctionnaires, une cotisation complémentaire de 0,50 p.c., destinée au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale;

— d'introduire à charge de l'employeur et du travailleur une cotisation à percevoir sur les avantages pécuniaires de vacances pour lesquels il n'était pas perçu de cotisations de sécurité sociale jusqu'à présent;

— d'instituer auprès de l'Office national de sécurité sociale un « Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale » (qui, à ce jour, émerge au budget des affaires sociales).

Le nouveau projet renonce à la (nouvelle) cotisation spéciale de 0,50 p.c. mais en lieu et place de celle-ci, il porte la cotisation du travailleur au régime de pensions de 7 à 7,50 p.c.

Aux dires du membre délégué du cabinet, les raisons de cette modification sont d'ordre politique : le Gouvernement estime qu'il est plus adéquat d'affecter directement le produit de cette majoration de 0,5 p.c. au régime de pensions plutôt que de le destiner au Fonds précité.

Par ailleurs, ce procédé est mieux en conformité avec une mesure similaire prise dans le secteur des indépendants.

Le Gouvernement a tenu compte des observations formulées dans l'avis L. 15.732/1/V en ajoutant les textes qui figurent à l'article 1er, 4°, à l'article 4, 4°, et à l'article 5, 4°.

L'article 3 a également été adapté (nouvel article 39bis, §§ 2 et 3) et la lacune que comportait l'article 4 a été comblée. Il conviendra cependant de compléter en temps utile, dans la phrase liminaire, l'énumération des arrêtés modificatifs.

A l'article 4, 4°, il faut lire :

« Pour l'application de l'alinéa 1er, 7°... »

10. In artikel 8 leze men « De artikelen 1, 1° en 2°, 4, 1°, 2° en 4°, 5... ».

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

H. Coremans, staatsraad, voorzitter;  
Gh. Tacq; J. Nimmigeers, staatsraden;  
Mevr. S. Van Aelst, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer H. Coremans.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Vermeire, auditeur.

De griffier,  
S. Van Aelst.

De voorzitter,  
H. Coremans.

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE (2e advies)

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 27e september 1983 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. 214 « tot wijziging van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermede gelijkgestelden, van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij en van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering », heeft de 28e september 1983 het volgende advies gegeven :

Het ontwerp is een aangevulde en gewijzigde versie van de tekst waaromtrent de Raad van State op 14 september 1983 het advies L. 15.732/1/V heeft uitgebracht. Voor een goede gang van zaken past het dat advies samen met dit bekend te maken.

Dat oorspronkelijk ontwerp had tot doel :

— de bijdrage in de R.S.Z. van de werknemers, de gepensioneerden en de ambtenaren, voor het stelsel van de geneeskundige verzorging, te verhogen met 0,75 pct;

— ten laste van de werknemers en de ambtenaren een bijkomende bijdrage van 0,50 pct. in te voeren, bestemd voor het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid;

— een werkgevers- en werknemersbijdrage in te voeren op de geldelijke vakantievoordelen waarop tot nog toe geen sociale zekerheidsbijdragen worden geïnd;

— bij de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid een « Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid » op te richten (dat tot nu toe in de begroting van sociale zaken voorkwam).

In het nieuwe ontwerp wordt afgezien van de (nieuwe) bijzondere bijdrage van 0,50 pct. maar wordt in plaats daarvan de werknemersbijdrage voor de pensioenregeling van 7 op 7,50 pct., gebracht.

De reden is, naar het zeggen van het gemachtigd kabinetslid, van politieke aard : de Regering vindt het gepaster de opbrengst van die 0,5 pct. opslag rechtstreeks voor de pensioenregeling te bestemmen, eerder dan voor het voormelde Fonds.

Daarenboven stemt die werkwijze meer overeen met een gelijkaardige maatregel in de sector van de zelfstandigen.

Er is rekening gehouden met de opmerkingen van het advies L. 15.732/1/V door toevoeging van de tekst onder artikel 1, 4°, artikel 4, 4°, en artikel 5, 4°.

Ook artikel 3 werd aangepast (nieuw artikel 39bis, §§ 2 en 3), en in artikel 4, werd de leemte opgevuld. Wat zal in de inleidende zin te gepasten tijde de opsomming van de wijzigende besluiten moeten worden aangevuld.

In artikel 4, 4°, leze men :

« Voor de toepassing van het eerste lid, 7°, ... »

A l'article 5, 4°, il faut lire :

« Pour l'application de l'article 1er, 7° ... »

L'entrée en vigueur de l'arrêté, réglée à l'article 8, doit être modifiée comme suit :

« Article 8. Les articles 1er, 1° et 2°, 3, 4, 1°, 2° et 5°, 5, 1° et 2°, et 6, entrent en vigueur le 1er octobre 1983.

Les articles 1er, 3° et 4°, 4, 3° et 4°, 5, 3° et 4°, et 7 entrent en vigueur le 1er janvier 1984.

L'article 2 ... »

La chambre était composée de :

MM. :

H. Adriaens, président.

H. Coremans; Gh. Tacq, conseillers d'Etat.

Mme M. Benard, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. Gh. Tacq.

Le rapport a été présenté par M. J. Vermeire, auditeur.

Le greffier,

M. Benard.

Le président,

H. Adriaens.

30 SEPTEMBRE 1983. — Arrêté royal n° 214 modifiant la loi du 29 juin 1961 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande et la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment les articles 1er, 2° et 3°, b, et 2, § 2;

Vu l'urgence;

Vu les avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1er. — Modifications de la loi du 29 juin 1961 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés

Article 1er. A l'article 38 de la loi du 29 juin 1961 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, modifié par l'arrêté royal n° 96 du 28 septembre 1982 et l'arrêté royal n° 134 du 30 décembre 1982, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 2, 1°, les mots « 7 p.c. » sont remplacés par les mots « 7,50 p.c. ».

2° Au § 2, 4°, les mots « 1,80 p.c. » sont remplacés par les mots « 2,55 p.c. ».

3° Le § 3 est complété comme suit :

« 9° 1,80 p.c. du montant de la rémunération du travailleur destiné au régime relatif à l'emploi et au chômage; cette cotisation est due par chaque employeur en ce qui concerne les travailleurs pour lesquels il est soumis aux lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés coordonnées le 28 juin 1971. Sont dispensés de cette cotisation, les employeurs qui occupaient moins de 10 travailleurs au 30 juin de l'année précédente.

Le Roi détermine ce qu'il faut entendre par « travailleurs ».

4° Le § 3 est complété par les alinéas suivants :

« Pour l'application de l'alinéa 1er, 9°, il faut entendre par travailleurs, ceux qui sont liés par un contrat de travail, ainsi que les apprentis agréés et les travailleurs assujettis exclusivement au secteur des soins de santé. Lors de la détermination du nombre de travailleurs, il convient également d'inclure ceux dont

In artikel 5, 4°, leze men :

« Voor de toepassing van het eerste lid, 7, ... »

De inwerkingtreding, geregeld door artikel 8, dient als volgt aangepast :

« Artikel 8. De artikelen 1, 1° en 2°, 3, 4, 1°, 2° en 5°, 5, 1° en 2°, en 6 treden in werking op 1 oktober 1983.

De artikelen 1, 3° en 4°, 4, 3° en 4°, 5, 3° en 4°, en 7 treden in werking op 1 januari 1984.

Artikel 2 ... »

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

H. Adriaens, voorzitter.

H. Coremans; Gh. Tacq, staatsraden.

Movr. M. Benard, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder het toezicht van de heer Gh. Tacq.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J. Vermeire, auditeur.

De Griffier,

M. Benard.

De Voorzitter,

H. Adriaens.

30 SEPTEMBER 1983. — Koninklijk besluit nr. 214 tot wijziging van de wet van 29 juni 1961 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermede gelijkgestellten, van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij en van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 6 juli 1983 tot toekening van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op de artikelen 1, 2° en 3°, b, en 2, § 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de adviezen van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen aan de wet van 29 juni 1961 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers

Artikel 1. In artikel 38 van de wet van 29 juni 1961, houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 96 van 23 september 1982 en het koninklijk besluit nr. 134 van 30 december 1982, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, 1°, worden de woorden « 7 pct. » vervangen door de woorden « 7,50 pct. ».

2° in § 2, 4°, worden de woorden « 1,80 pct. » vervangen door de woorden « 2,55 pct. ».

3° § 3 wordt aangevuld als volgt :

« 9° 1,60 pct. van het bedrag van het loon van de werknemer, bestemd voor de regeling inzake arbeidsvoorziening en werkloosheid; deze bijdrage is verschuldigd door elke werkgever met betrekking tot de werknemers voor wie hij onder de toepassing van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, gecoördineerd op 28 juni 1971, valt. Van deze bijdrage zijn vrijgesteld de werkgevers die op 30 juni van het voorgaande jaar minder dan 10 werknemers te werk stelden.

De Koning bepaalt wat onder werknemers wordt verstaan.

4° § 3 wordt aangevuld met de volgende leden :

« Voor de toepassing van het eerste lid, 9°, wordt onder werknemers verstaan de werknemers verbonden door een arbeidsovereenkomst alsmede de erkende leerlingen en de werknemers die uitsluitend aan de sector der geneeskundige verzorging onderworpen zijn. Bij het bepalen van het aantal werk-

le travail est suspendu pour cause de maladie ou d'accident, pour autant que la durée de la suspension n'excède pas 12 mois de repos de grossesse ou d'accouchement, de chômage partiel ou temporaire et de rappel sous les drapeaux.

Pour les personnes qui sont devenues employeurs après le 30 juin de l'année de référence, il est tenu compte, pour l'application de cette dispense, du nombre de travailleurs occupés le dernier jour du trimestre au cours duquel le premier engagement a eu lieu. »

Art. 2. L'article 39 de la même loi, abrogée par l'arrêté royal n° 93 du 28 septembre 1982, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 39. § 1er. Une retenue égale au total des taux de cotisations des travailleurs fixés à l'article 38, § 2, est opérée sur la partie du pécule de vacances légal qui ne correspond pas à la rémunération normale pour les jours de vacances et sur le montant du double pécule de vacances pour deux jours de la quatrième semaine de vacances visé par la convention collective de travail n° 20, conclue le 29 janvier 1970 au sein du Conseil national du travail, relative à l'octroi d'un double pécule pour une partie de la quatrième semaine de vacances, modifiée par la convention collective de travail n° 20bis du 3 mars 1977, rendues obligatoires respectivement par les arrêtés royaux du 10 mai 1976 et du 18 mai 1977.

§ 2. La retenue prévue au § 1er est opérée par le débiteur de la partie du pécule de vacances et de l'allocation complémentaire de vacances, au moment de leur paiement.

§ 3. Le débiteur transmet cette retenue à l'institution chargée de la perception des cotisations de sécurité sociale pour le travailleur qui a bénéficié des avantages visés au § 1er.

Cette transmission s'opère :

1° au cours du mois qui suit la date à laquelle la retenue a été effectuée si le débiteur est une institution qui, en application de la législation relative aux vacances annuelles, est chargée du paiement dudit pécule de vacances ou si le débiteur de l'allocation complémentaire de vacances est une personne autre que l'employeur; pour les travailleurs assujettis à la loi du 27 juin 1938 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, la transmission s'opère par l'intermédiaire de l'Office national des vacances annuelles;

2° dans les mêmes délais que ceux applicables aux cotisations de sécurité sociale dues pour le trimestre au cours duquel la retenue a été effectuée, si le débiteur dudit pécule de vacances est l'employeur.

§ 4. Le débiteur de la retenue est, pour ce qui est de cette retenue, assimilé à l'employeur visé dans le régime de sécurité sociale applicable au travailleur, notamment en ce qui concerne les déclarations avec justifications des cotisations, l'application des sanctions civiles et des dispositions pénales, la surveillance, le juge compétent en cas de litige, la prescription en matière d'actions judiciaires, le privilège, la communication du montant de la créance de l'organisme chargé de la perception et du recouvrement des cotisations.

§ 5. Le montant du pécule de vacances et de l'allocation complémentaire de vacances sur lequel la retenue a été effectuée, n'est pas pris en considération pour la fixation du montant des pensions de retraite et de survie, des indemnités de maladie et d'invalidité, du pécule de vacances et des allocations de chômage.

§ 6. Le produit de cette retenue est affecté au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale, visé à l'article 39bis.

Le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs et l'Office de sécurité sociale des marins de la marine marchande transmettent les cotisations qu'ils ont perçues à l'Office national de sécurité sociale.

Art. 3. Un article 39bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 39bis. § 1er. Il est institué auprès de l'Office national de sécurité sociale un « Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale ».

nemers dienen ook begrepen te worden de werknemers wier arbeid geschorst is wegens ziekte of ongeval, voor zover de schorsing niet meer dan 12 maanden belooft, rust bij zwangerschap of bevalling, gedeeltelijke of toevallige werkloosheid en wederoproepping onder de wapens.

Voor de personen die werkgever zijn geworden na 30 juni van het referentiejaar, wordt, voor de toepassing van deze vrijstelling, verwezen naar het aantal werknemers tewerkgesteld op de laatste dag van het trimester waarbinnen de eerste tewerkstelling plaatsgreep. »

Art. 2. Artikel 39 van dezelfde wet, opgeheven door het koninklijk besluit nr. 96 van 28 september 1982, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 39. § 1. Op het gedeelte van het wettelijk vakantiegeld dat niet overeenstemt met het normale loon voor de vakantiedagen en op het bedrag van het dubbel vakantiegeld voor twee dagen van de vierde vakantieweek bedoeld bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 20, gesloten op 29 januari 1976, in de Nationale Arbeidsraad, betreffende de toekenning van een dubbel vakantiegeld voor een gedeelte van de vierde vakantieweek, gewijzigd bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 20bis van 3 maart 1977, algemeen verbindend verklaard, respectievelijk bij de koninklijke besluiten van 10 mei 1976 en 18 mei 1977, wordt een inhouding verricht die gelijk is aan het totaal van de bijdragevoeten van de werknemersbijdragen zoals vastgesteld in artikel 38, § 2.

§ 2. De in 1 bedoelde inhouding wordt verricht door de debiteur van het gedeelte van het vakantiegeld en van de bijkomende vakantievergoeding bij de betaling ervan.

§ 3. De debiteur maakt deze inhouding over aan de instelling die belast is met de inning van de sociale zekerheidsbijdragen voor de werknemer die de in § 1 bedoelde voordelen heeft genoten.

Die overmaking gebeurt :

1° tijdens de maand volgend op de datum waarop de inhouding werd uitgevoerd, zo de debiteur een instelling is welke bij toepassing van de vakantiewetgeving belast is met de uitbetaling van het bedoelde vakantiegeld of zo de betaalplichtige van de bijkomende vakantievergoeding een andere is dan de werkgever; voor de werkgevers onderworpen aan de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders gebeurt de overmaking door tussenkomst van de Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie;

2° binnen dezelfde termijnen als die welke gelden voor de sociale zekerheidsbijdragen verschuldigd over het kwartaal in de loop waarvan de inhouding is verricht, zo de debiteur van het bedoelde vakantiegeld de werkgever is.

§ 4. De debiteur van de inhouding wordt met betrekking tot deze inhouding gelijkgesteld met de werkgever bedoeld in de sociale zekerheidsregeling toepasselijk op de werknemer, inzonderheid wat betreft de aangiften met verantwoording van de bijdragen, de toepassing van de burgerlijke sancties en van de strafbepalingen, het toezicht, de rechter bevoegd in geval van betwisting, de verjaring inzake rechtsvorderingen, het voorrecht, de mededeling van het bedrag van de schuldvordering van de instelling belast met de inning en de invordering van de bijdragen.

§ 5. Het bedrag van het vakantiegeld en van de bijkomende vakantievergoeding waarop de inhouding is verricht, komt niet in aanmerking voor de vaststelling van het bedrag van de rust- en overlevingspensioenen, de ziekte- en invaliditeitsuitkeringen, het vakantiegeld en de werkloosheidsuitkeringen.

§ 6. De opbrengst van deze inhouding is bestemd voor het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid, bedoeld in artikel 39bis.

Het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers en de Dienst voor maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij maken de door hen geïnde bijdragen over aan de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid.

Art. 3. Een artikel 39bis wordt in dezelfde wet ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. 39bis. § 1. Bij de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid wordt een « Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid » opgericht.

L'objectif de ce Fonds est de contribuer à l'équilibre financier des différents régimes de sécurité sociale des travailleurs, uniquement au moyen des ressources, qui lui sont attribuées.

Le Fonds est alimenté par des ressources qui lui sont attribuées par ou en vertu de la loi.

§ 2. L'Office national est habilité à contracter des emprunts auxquels est liée la garantie de l'Etat, uniquement au profit du Fonds, dans les limites requises pour assurer la mission de celui-ci et à concurrence d'un montant, dont il peut couvrir les intérêts et les charges par ses moyens propres.

§ 3. Les moyens financiers du Fonds sont répartis, suivant les besoins financiers entre les différents régimes selon les modalités fixées par le Roi, après avis du Comité de gestion de l'Office national.

**CHAPITRE II. — Modification de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés**

Art. 4. A l'article 2 de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, modifié par l'arrêté royal n° 98 du 28 septembre 1982 et par l'arrêté royal du 28 juin 1983 sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, 2°, les mots « 8 p.c. ou 7 p.c. » sont remplacés par les mots « 8,50 p.c. ou 7,50 p.c. » ;

2° au § 2, 4°, les mots « 3 p.c. » sont remplacés par les mots « 3,75 p.c. » ;

3° Le § 3 est complété comme suit :

« 7° 1,60 p.c. du montant de la rémunération de l'ouvrier destiné au régime de l'emploi et du chômage. Cette cotisation est due par chaque employeur régi par les lois relatives aux vacances annuelles, coordonnées le 28 juin 1971 » ;

Sont dispensés de cette cotisation les employeurs qui occupaient moins de 10 travailleurs au 30 juin de l'année précédente.

4° Le § 3 est complété par les alinéas suivants :

« Pour l'application de l'alinéa 1er, 7°, il faut entendre par travailleurs, ceux qui sont liés par un contrat de travail, ainsi que les apprentis agréés et les travailleurs assujettis exclusivement au secteur des soins de santé. Lors de la détermination du nombre de travailleurs, il convient également d'inclure ceux dont le travail est suspendu pour cause de maladie ou d'accident, pour autant que la durée de la suspension n'excède pas 12 mois de repos de grossesse ou d'accouchement, de chômage partiel ou temporaire et de rappel sous les drapeaux.

Pour les personnes qui sont devenues employeurs après le 30 juin de l'année de référence, il est tenu compte, pour l'application de cette dispense, du nombre de travailleurs occupés le dernier jour du trimestre au cours duquel le premier engagement a eu lieu. »

5° Au § 7, 3°, les mots « 6,01 p.c. » et « 3,90 p.c. » sont remplacés par les mots « 6,76 p.c. » et « 4,65 p.c. ».

**CHAPITRE III. — Modifications de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande**

Art. 5. A l'article 3 de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, modifié par l'arrêté royal n° 96 du 28 septembre 1982 et l'arrêté royal n° 203 du 8 août 1983, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, 1°, les mots « 8,50 p.c. » sont remplacés par les mots « 9 p.c. » ;

2° au § 2, 3°, les mots « 1,80 p.c. » sont remplacés par les mots « 2,55 p.c. » ;

3° le § 3 est complété comme suit :

« 7° 1,60 p.c. du montant de la rémunération du marin, destiné au régime de l'emploi et du chômage; cette cotisation est due par chaque armateur régi par les lois relatives aux vacances annuelles, des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1970. »

Het Fonds heeft tot doel uitsluitend door middel van de hem toegewezen inkomsten bij te dragen tot het financieel evenwicht van de verschillende regelingen van de sociale zekerheid voor werknemers.

Het Fonds wordt gespijsd door bij of krachtens de wet toegevozen inkomsten.

§ 2. De Rijksdienst is gemachtigd uitsluitend ten behoeve van het Fonds, binnen de perken vereist om de taak van het Fonds te verzekeren, leningen, waaraan de Staatswaarborg is gekoppeld, aan te gaan tot een bedrag waarvan het Fonds met eigen middelen de interesten en lasten kan dragen.

§ 3. De financiële middelen van het Fonds worden volgens de financiële behoeften verdeeld over de verschillende regelingen volgens de regelen door de Koning bepaald na advies van het beheerscomité van de Rijksdienst.

**HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermede gelijkgestelden**

Art. 4. In artikel 2 van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermede gelijkgestelden, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 96 van 28 september 1982 en bij het koninklijk besluit van 28 juni 1983, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, 2°, worden de woorden « 8 pct. of 7 pct. » vervangen door de woorden « 8,50 pct. of 7,50 pct. » ;

2° in § 2, 4°, worden de woorden « 3 pct. » vervangen door de woorden « 3,75 pct. » ;

3° § 3 wordt aangevuld als volgt :

« 7° 1,60 pct. van het bedrag van het loon van de arbeider, bestemd voor de regeling inzake arbeidsvoorziening en werkloosheid; deze bijdrage is verschuldigd door elke werkgever op wie de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, gecoördineerd op 28 juni 1971, toepasselijk zijn. »

Van deze bijdrage zijn vrijgesteld de werkgevers die op 30 juni van het voorgaande jaar minder dan 10 werknemers te werk stelden.

4° § 3 wordt aangevuld met de volgende leden :

« Voor de toepassing van het eerste lid, 7°, wordt onder werknemers verstaan de werknemers verbonden door een arbeidsovereenkomst alsmede de erkende leerlingen en de werknemers die uitsluitend aan de sector der geneeskundige verzorging onderworpen zijn. Bij het bepalen van het aantal werknemers dienen ook begrepen te worden de werknemers wier arbeid geschorst is wegens ziekte of ongeval, voor zover de schorsing niet meer dan 12 maanden belooft, rust bij zwangerschap of bevalling, gedeeltelijke of toevallige werkloosheid en wederoproeping onder de wapens.

Voor de personen die werkgever zijn geworden na 30 juni van het referentiejaar wordt, voor de toepassing van deze vrijstelling verwezen naar het aantal werknemers tewerkgesteld op de laatste dag van het trimester waarbinnen de eerste tewerkstelling plaatsgreep. »

5° in § 7, 3°, worden de woorden « 6,01 pct. » en « 3,90 pct. » vervangen door de woorden « 6,76 pct. » en « 4,65 pct. ».

**HOOFDSTUK III. — Wijzigingen aan de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeevlieden ter koopvaardij**

Art. 5. In artikel 3 van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeevlieden ter koopvaardij, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 96 van 28 september 1982 en het koninklijk besluit nr. 203 van 8 augustus 1983, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, 1°, worden de woorden « 8,50 pct. » vervangen door de woorden « 9 pct. » ;

2° in § 2, 3°, worden de woorden « 1,80 pct. » vervangen door de woorden « 2,55 pct. » ;

3° § 3 wordt aangevuld als volgt :

« 7° 1,60 pct. van het bedrag van het loon van de zeeman, bestemd voor de regeling inzake arbeidsvoorziening en werkloosheid; deze bijdrage is verschuldigd door elke reder op wie de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, gecoördineerd op 28 juni 1970, toepasselijk zijn. »



Sont dispensés de cette cotisation les employeurs qui occupaient moins de 10 travailleurs au 30 juin de l'année précédente.

4° Le § 3 est complété par les alinéas suivants :

« Pour l'application de l'alinéa 1er, 7°, il faut entendre par travailleurs, ceux qui sont liés par un contrat de travail, ainsi que les apprentis agréés et les travailleurs assujettis exclusivement au secteur des soins de santé. Lors de la détermination du nombre de travailleurs, il convient également d'inclure ceux dont le travail est suspendu pour cause de maladie ou d'accident, pour autant que la durée de la suspension n'excède pas douze mois de repos de grossesse ou d'accouchement, de chômage partiel ou temporaire et de rappel sous les drapeaux.

Pour les personnes qui sont devenues employeurs après le 30 juin de l'année de référence, il est tenu compte, pour l'application de cette dispense, du nombre de travailleurs occupés le dernier jour du trimestre au cours duquel le premier engagement a eu lieu. »

**CHAPITRE IV. — Modifications de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité**

Art. 6. A l'article 121, 10°, alinéa 1er, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, modifié par la loi du 8 août 1980 et l'arrêté royal n° 22 du 23 mars 1982, les mots « 1,80 p.c. » sont remplacés par les mots « 2,55 p.c. ».

**CHAPITRE V. — Dispositions finales**

Art. 7. L'arrêté royal n° 153 du 30 décembre 1982 fixant une retenue sur une partie du pécule de vacances des travailleurs est abrogé.

Art. 8. Les articles 1er, 1° et 2°, 3, 4, 1°, 2° et 5°, 5, 1° et 2°, et 6 entrent en vigueur le 1er octobre 1983.

Les articles 1er, 3° et 4°, 4, 3° et 4°, 5, 3° et 4°, et 7 entrent en vigueur le 1er janvier 1984.

L'article 2 est applicable pour la première fois à partir de l'exercice de vacances 1983 pour le pécule de vacances payé à partir de 1984.

Art. 9. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 septembre 1983.

**BAUDOIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

**J.-L. DEHAENE**

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES  
ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE**

29 SEPTEMBRE 1983. — Arrêté ministériel reportant l'entrée en vigueur de la modification de la teneur en soufre de certaines huiles minérales lourdes destinées à être utilisées comme combustibles

Le Ministre des Affaires économiques,

Le Ministre des Affaires sociales,

Le Secrétaire d'Etat à l'Énergie,

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,

Vu la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce, notamment l'article 12;

Vu la directive 75/716/CEE, du 24 novembre 1975 du Conseil des communautés européennes relatives au rapprochement des législations des États membres concernant la teneur en soufre de certains combustibles liquides;

Van deze bijdrage zijn vrijgesteld de werkgevers die op 30 juni van het voorgaande jaar minder dan 10 werknemers te werk stelden.

4° § 3 wordt aangevuld met de volgende leden :

« Voor de toepassing van het eerste lid, 7°, wordt onder werknemers verstaan de werknemers verbonden door een arbeidsovereenkomst alsmede de erkende leerlingen en de werknemers die uitsluitend aan de sector der geneeskundige verzorging onderworpen zijn. Bij het bepalen van het aantal werknemers dienen ook begrepen te worden de werknemers wier arbeid geschorst is wegens ziekte of ongeval, voor zover de schorsing niet meer dan twaalf maanden belooft, rust bij zwangerschap of bevalling, gedeeltelijke of toevallige werkloosheid en wederoproeping onder de wapens.

Voor de personen die werkgever zijn geworden na 30 juni van het referentiejaar wordt, voor de toepassing van deze vrijstelling verwezen naar het aantal werknemers tewerkgesteld op de laatste dag van het trimester waarbinnen de eerste tewerkstelling plaatsgreep. »

**HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen aan de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering**

Art. 6. In artikel 121, 10°, eerste lid, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, gewijzigd bij de wet van 3 augustus 1980 en het koninklijk besluit nr. 22 van 23 maart 1982, worden de woorden « 1,80 pct. » vervangen door de woorden « 2,55 pct. ».

**HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen**

Art. 7. Het koninklijk besluit nr. 153 van 30 december 1982, tot instelling van een inhouding op een gedeelte van het vakantiegeld van de werknemers, wordt opgeheven.

Art. 8. De artikelen 1, 1° en 2°, 3, 4, 1°, 2° en 5°, 5, 1° en 2°, en 6 treden in werking op 1 oktober 1983.

De artikelen 1, 3° en 4°, 4, 3° en 4°, 5, 3° en 4°, en 7 treden in werking op 1 januari 1984.

Het artikel 2 is voor het eerst van toepassing vanaf het vakantiedienstjaar 1983 voor het vakantiegeld uitbetaald vanaf 1984.

Art. 9. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 september 1983.

**ROUDEWIJN**

Van Koningwege :

De Minister van Sociale Zaken,

**J.-L. DEHAENE**

**MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN  
EN MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN**

29 SEPTEMBER 1983. — Ministerieel besluit houdende verandering van de inwerkingtreding van de wijziging van het zwavelgehalte van sommige zware minerale oliën bestemd om als brandstof te worden gebruikt

De Minister van Economische Zaken,

De Minister van Sociale Zaken,

De Staatssecretaris voor Energie,

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

Gelet op de wet van 14 juli 1971 op de handelspraktijken, inzonderheid op artikel 12;

Gelet op de richtlijn 75/716/EEG, van 24 november 1975, van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lid-Staten inzake het zwavelgehalte van bepaalde vloeibare brandstoffen;